



Persistance de l'insécurité alimentaire dans la province du Kasai : Conséquence d'un chevauchement des crises

Faits saillants à retenir au Kasai

- 2016-2017 : Conflits armés entre Gouvernement et Miliciens
- 2018-2019 : Accueil transit de plus de 300 000 personnes expulsées de l'Angola.
- 2019 : Effondrement de plusieurs ponts et chavirement des bacs d'intérêt provincial avec conséquences sur les échanges commerciaux/ économie locale
- 2020 : Perte d'emploi dans plus de 18% de ménages à cause de COVID-19
- 2021 : Pollution des rivières Tshikapa et Kasai
- 2020-2021 : Effets collatéraux de COVID avec fermeture de la frontière Angolaise.
- 2020-2021 : Conflit intercommunautaire dans le territoire de Mweka occasionnant mouvements pendulaires de plus de 25000 personnes
- 2019 – 2021 : Dégénérescence des semences, perturbation des pluies, et Epizootie à intervalle régulier affectant la production agricole dans la zone

Effets sur la sécurité alimentaire

- 2,1 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le Kasai, dont plus de 1,3 millions en crise (IPC Phase 3) et plus de 782 034 en urgence (IPC Phase 4).
- Deux territoires classés phase IPC 4 et les trois restantes en phase IPC 3
- Environ 8000 ménages à Mweka n'ont pas pu réaliser les activités agricoles durant au moins 2 saisons agricoles
- Faible production agricole et perte annuelle du bétail avec baisse des revenus
- Difficulté d'accès aux marchés, pertes post-récolte
- Hausse des prix des produits de pêche suite à l'interdiction de cette activité à cause de la pollution des rivières Kasai et Tshikapa +



Aperçu général de la situation

La situation de la province du Kasai reste dominée par les **mouvements des populations occasionnés par les conflits intercommunautaires**, l'arrivée dans la zone des congolais expulsés de la République d'Angola, l'impact de la **Covid-19** sur les économies fragiles des ménages, auxquels s'ajoutent les **impacts des affrontements armés** entre la milice Kamwina Nsapu et les forces armées de la RDC.

Ces différentes crises ont entraîné la **perte des actifs productifs** des populations affectées, la **faible production agricole** suite à un accès limité aux zones de production dû aux conflits, le **ralentissement des échanges commerciaux** suite à la Covid-19, et donc une situation d'insécurité alimentaire.

En août 2021, les évaluations de la sécurité alimentaire renseignent que **76% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre** et plus de **90% des ménages ont dû recourir à au moins une stratégie de survie** pour pouvoir nourrir leurs familles. Une augmentation des prix des denrées sur les marchés a aussi affecté l'accès à la nourriture. Selon OCHA, les mesures restrictives prises par les autorités au mois d'août 2021 pour protéger la population contre les effets néfastes sur la santé liés à l'utilisation des eaux des rivières Tshikapa et Kasai polluées ont affecté les conditions de vie de près de 950 000 personnes dans les zones concernées et a réduit l'accès à l'eau potable à environ 73% des ménages.



Impact sur la sécurité alimentaire

D'après les résultats du 20^{ème} cycle de l'IPC, **2,1 millions de personnes sont en phase IPC 3 ou plus** et 2 des 5 territoires de cette province sont classés en phase IPC 4 (Kamonia et Luebo). Malgré cette réalité, au cours du premier semestre 2021 les appuis orientés vers cette province ne correspondent qu'à environ **28% des besoins de la zone**. Seuls 15% ont été orientés vers les interventions visant le relèvement. Le territoire de Luebo classé en phase IPC 4 n'a bénéficié d'aucune intervention. Il se dégage donc un **besoin d'intervention d'urgence dans les territoires en phase IPC 4** pour sauver des vies et **une réponse adaptée dans les autres territoires afin de soutenir le relèvement des ménages** et le renforcement de leurs capacités de résilience.



Facteurs déterminants

Mouvements des populations - perte des moyens de production

Le conflit armé entre la milice Kamwina Nsapu et le pouvoir central a causé le déplacement de **2,9 millions de personnes** (OCHA) fuyant les zones de combat vers les provinces épargnées. Ceci a occasionné la **perte de la quasi-totalité de moyens de subsistance** et des actifs productifs des populations affectées. Les conflits intercommunautaires dans les territoires de Mweka (province du Kasai) et Demba (province du Kasai central) ont produit les mêmes effets. Ce qui n'a pas permis à la population de relancer leurs activités productives d'agriculture, élevage, ou la pêche.

Entre 2018 et 2020, plus de **300 000 personnes expulsées de l'Angola** ont soit transité ou se sont installées dans la province du Kasai impactant ainsi négativement les conditions de vie dans cette zone, à travers l'augmentation de la demande alors que la production n'a pas suivi. Jusqu'à ce jour, on continue à enregistrer l'arrivée des congolais expulsés d'Angola. En septembre 2021, OCHA a signalé l'arrivée de plus de 8,000 personnes expulsées de l'Angola dont la majorité arrive dépouillée de tous leurs biens et ainsi exposés à des besoins multiples, y-inclut l'accès à la nourriture.

Effets collatéraux de la COVID-19

Les échanges commerciaux se sont ralentis suite à la fermeture de la frontière RDC – Angola pour lutter contre la propagation de la Covid-19. Dans 18% des ménages au Kasai, au moins un membre actif a perdu son emploi et plus de **68% de ménages ont vu leurs revenus baisser** – affectant le pouvoir d'achat de la population et leur accès à la nourriture.

Facteurs économiques

La hausse des prix des denrées sur le marché est suite à la rupture de la chaîne d'approvisionnement occasionnée par l'effondrement de pont, le chavirement des bacs, et la dégradation de l'état de certaines routes de desserte agricole. Dans certaines zones (Demba par exemple), le **taux de fluctuation a atteint 50%** pour certains produits, comme l'arachide. Le prix de maïs a connu une hausse de 21% à Komonia, Luebo et Mweka. Cette situation a affecté le pouvoir d'achat de la population et par conséquent leur capacité d'accès à la nourriture. On note également **une faible production agricole** liée à la dégénérescence des semences, une mauvaise répartition des pluies, et aux épizooties (peste des petits ruminants, peste porcine africaine, etc.) qui limite la disponibilité de la nourriture sur les marchés et entraîne leur dysfonctionnement.



Gaps dans les interventions

La couverture des besoins des plus vulnérables est très faible dans la zone du Kasai, dû à la baisse drastique des financements. Le manque de complémentarité entre l'assistance d'urgence et les interventions de relèvement et de résilience maintient un statu quo sur l'évolution de la situation. Au premier semestre 2021, les appuis orientés vers cette province ne correspondent qu'à environ **28% des besoins de la zone**.



Besoins prioritaires

- Assistance alimentaire d'urgence pour 782 034 personnes en phase IPC 4 dans la province du Kasai.
- Renforcer les capacités de résilience pour 2,1 millions de personnes en phase IPC 3 ou plus par le soutien de leurs principaux moyens de subsistance (agriculture, élevage, pêche, etc.).
- Interventions sous l'approche NEXUS pour initier à la fois les activités de développement et de consolidation de la paix dans les zones jadis des conflits (zones de déplacement/ retour) où la MONUSCO s'est retirée afin d'éviter d'augmenter la pression qui risquerait de faire basculer les territoires limitrophes (territoires de Mweka dans la province du Kasai et de Demba dans la province du Kasai central) en phase IPC4.
- Soutenir les efforts du gouvernement et des acteurs de développement dans la recherche de solutions aux problèmes d'ordre structurel dont l'accessibilité difficile des zones de production agricole qui limite l'accès aux marchés aux petits producteurs agricoles.